Pôle Sud

Les espaces politiques restreints de la droite radicale espagnole. Une analyse des facteurs politiques de la faiblesse de la nouvelle droite en Espagne

Ivân Llamanzares, Mr Luis RAMIRO

Citer ce document / Cite this document :

Llamanzares Ivân, RAMIRO Luis. Les espaces politiques restreints de la droite radicale espagnole. Une analyse des facteurs politiques de la faiblesse de la nouvelle droite en Espagne. In: Pôle Sud, n°25, 2006. pp. 137-152;

doi : https://doi.org/10.3406/pole.2006.1358

https://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2006_num_25_2_1358

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Résumé
La droite radicale n'a pas été en mesure de construire une offre politique attractive, pas plus qu'elle n'a réussi une présence institutionnelle marquante dans la démocratie espagnole. Cet échec se produit aujourd'hui alors que l'Espagne partage les mêmes caractéristiques socio-économiques que d'autres pays européens, qui eux ont une nouvelle droite radicale importante. À partir de ce constat, cet article analyse l'imbrication de circonstances, afférentes aux jeux et aux institutions politiques, qui ont rendu difficile l'émergence des partis de droite radicale en Espagne. Deux facteurs ont restreint de façon drastique leurs chances. Le premier, c'est leur éclatement au niveau idéologique et organisationnel. Le second, c'est la compétition impulsée par le Partido Popular, dont l'origine, les dispositions et les stratégies lui ont permis d'avoir recours avec succès à l'électorat le plus proche de la droite radicale.

Abstract
The radical right has succeeded neither in making itself politically attractive nor in carving out an important institutional role in democratic Spain. This failure is all the more striking as Spain shares the broad socio-economic characteristics of other European countries where the radical right has once again become an important force. Beginning with this observation, this article analyses the interlinked circumstances that have hindered the emergence of radical right parties in Spain. Two factors have significantly restricted their opportunities: the first is their organizational and ideological splintering, the second the competition of the Partido Polular. The origin and strategies of this party have allowed it to successfully solicit the support of the electorate closest to the radical right.

Les espaces politiques restreints de la droite radicale espagnole.
Une analyse des facteurs politiques de la faiblesse de la nouvelle droite en Espagne

Iván Llamanzares
Université de Salamanque
Luis Ramiro
Université de Murcia
Traduit de l'espagnol par Frédéric Saumade

Persée BY: creative commons

Résumé/*Abstract*

La droite radicale n'a pas été en mesure de construire une offre politique attractive, pas plus qu'elle n'a réussi une présence institutionnelle marquante dans la démocratie espagnole. Cet échec se produit aujourd'hui alors que l'Espagne partage les mêmes caractéristiques socio-économiques que d'autres pays européens, qui eux ont une nouvelle droite radicale importante. À partir de ce constat, cet article analyse l'imbrication de circonstances, afférentes aux jeux et aux institutions politiques, qui ont rendu difficile l'émergence des partis de droite radicale en Espagne. Deux facteurs ont restreint de façon drastique leurs chances. Le premier, c'est leur éclatement au niveau idéologique et organisationnel. Le second, c'est la compétition impulsée par le *Partido Popular*, dont l'origine, les dispositions et les stratégies lui ont permis d'avoir recours avec succès à l'électorat le plus proche de la droite radicale.

The radical right has succeeded neither in making itself politically attractive nor in carving out an important institutional role in democratic Spain. This failure is all the more striking as Spain shares the broad socio-economic characteristics of other European countries where the radical right has once again become an important force. Beginning with this observation, this article analyses the interlinked circumstances that have hindered the emergence of radical right parties in Spain. Two factors have significantly restricted their opportunities: the first is their organizational and ideological splintering, the second the competition of the Partido Polular. The origin and strategies of this party have allowed it to successfully solicit the support of the electorate closest to the radical right.

≈

Mots-Clés/*Keywords*

Droite radicale, partis politiques, politique espagnole
Political Parties, Radical Right, Spanish Politics

Écrasée par les inerties d'un passé « glorieux » et asphyxiée par le manque d'espaces politiques auquel l'a contraint son rival immédiat, le Parti populaire (PP), la droite radicale espagnole s'est montrée incapable de construire une alternative politique attractive qui s'intègre dans les institutions de la démocratie espagnole d'aujourd'hui. Depuis les élections générales de 1982, aucun parti rattaché à ce courant politique-idéologique n'a obtenu de sièges au Parlement espagnol ni dans les assemblées des communautés autonomes ou des régions. Cette faiblesse apparaît dans un pays où l'expérience autoritaire conservatrice issue de la guerre civile a été abandonnée sans déchirement ni débâcle tumultueuse. Même s'il n'est plus viable, en partie à cause de la force croissante du credo démocratique, l'autoritarisme n'a pas perdu ses soutiens socio-politiques de base. Le pacte pour la transition démocratique fut certainement le fruit d'un changement profond des mentalités, mais dépendit aussi de la solidité des appuis sociaux et politiques sur lesquels s'était établi le régime franquiste. Toutefois, les secteurs caractérisés par les orientations conservatrices et autoritaires furent incapables de construire une alternative politique un tant soit peu durable. Trente ans après la mort du Général Franco, vingt-sept ans après l'approbation de l'actuelle constitution démocratique, la droite radicale espagnole demeure figée dans l'incapacité d'articuler une offre politique cohérente, stable et innovatrice.

Quels sont les facteurs qui ont conditionné de façon décisive cette absence de la droite radicale de l'échiquier politique espagnol ? Ici, nous voudrions montrer que c'est une combinaison spécifique de circonstances politiques, éthiques et institutionnelles qui ont rendu extrêmement difficile l'irruption politique de partis de cette obédience dans le cadre institutionnel espagnol. Notons que notre analyse se limitant au seul cas espagnol, elle ne vise pas à identifier une cause unique et décisive qui aurait une portée générale.

Cette interrogation sur les causes de l'absence de la droite radicale en Espagne nous oblige à justifier l'emploi que nous faisons de ce terme. Nous n'en faisons pas un usage restrictif et n'excluons pas certains partis qui peuvent parfois apparaître sous d'autres étiquettes (telles que celles de droite populiste et d'extrême droite). Notre choix terminologique se fonde sur trois raisons. En premier lieu, par rapport au concept d'extrême droite, celui de droite radicale ne signifie pas forcément que les partis et électeurs de ce courant se situent

sur des positions plus extrêmes que ceux d'orientation conservatrice. En second lieu, l'objectif de la droite néo-populiste se centre sur des revendications (par exemple, les polémiques dirigées contre un régime de partis qui contrôlerait la vie politique sans se préoccuper des besoins des citoyens) qui n'ont pas cette importance dans tous les partis de la droite radicale (Kitschelt, 1995). Enfin, dans le vocabulaire politique espagnol le terme « extrême droite » évoque de manière presque immédiate les conduites politiques violentes et illégales, comme celle des bandes organisées d'extrême droite. À l'opposé, le concept de droite radicale présente l'avantage de souligner la force avec laquelle ces partis s'opposent aux arrangements politiques et institutionnels en vigueur dans les sociétés européennes démocratiques (même si cela ne les conduit pas à prôner l'établissement de régimes ouvertement autoritaires ou fascistes [Ignazi, 2002]). Notre étude examine ce problème dans le jeu concurrentiel des partis au sein des démocraties européennes. En même temps, nous verrons que les positions de la droite radicale sont flexibles : dans certains contextes et conjonctures, ces groupes peuvent plaider pour des politiques économiques néolibérales (comme le montrait Kitschelt en 1995) ou soutenir des revendications politiques populistes. En outre, les travaux ultérieurs du même Kitschelt (2004) ont montré que les partis de la droite radicale en sont venus à se définir par leurs positions sur les questions politico-culturelles telles que l'immigration, le multiculturalisme, la souveraineté et la sécurité. La coopération internationale entre les forces politiques qui partagent ces préférences politico-culturelles et qui divergent néanmoins sur d'autres aspects de leurs programmes (tels que leurs agendas de politique économique ou leurs orientations populistes) est un facteur qui appuie, nous semble-t-il, cette interprétation du terme de droite radicale[1].

L'explication de l'origine et du succès électoral des partis de droite radicale a mis en évidence un ensemble de variables de type social, économique, politique et culturel[2]. Notre objectif n'est pas d'examiner ici en détail chacune de ces explications, mais seulement de considérer jusqu'à quel point elles sont opérantes pour éclaircir le problème de l'absence d'un parti de droite radicale sur la scène politique espagnole. Sur le terrain socio-économique, l'analyse de Kirschelt (1995) a souligné que le succès de la nouvelle droite radicale est seulement possible dans des sociétés capitalistes avancées post-industrielles, avec des États-providence actifs et étendus. La société espagnole s'est caractérisée historiquement par le retard de son développement capitaliste. Cependant, ces dernières années, l'écart qui la séparait des autres économies d'Europe occidentale s'est atténué considérablement. Ainsi, au cours de l'année 2004 le revenu moyen espagnol se trouvait légèrement au-dessous des 80 % de la moyenne de l'Europe des Quinze et de la zone euro, et le niveau des dépenses sociales s'établissait aussi aux alentours des 80 % de celui des Quinze[3]. Bien que ce développement relativement moins important ait pu avoir une incidence négative sur la force des formations politiques de la droite radicale, il est quand même peu probable qu'il eût empêché de manière aussi tranchée jusqu'au moindre succès électoral des formations politiques de ce type.

Un autre parmi les processus habituellement liés à l'ascension des partis de la droite radicale est l'immigration expérimentée par les sociétés européennes. Bien que différentes études aient montré que les niveaux d'immigration n'expliquaient pas par eux-mêmes la montée de la droite radicale (Kitschelt, 1995, pp. 60-63 ; Norris, 2005, pp. 166-187), les

positions anti-multiculturelles et anti-migrations des partis de ce courant suggèrent que l'immigration massive pourrait être, pour le moins, un facteur favorisant. En matière d'accueil d'immigrés, les changements vécus par la société espagnole ont été particulièrement abrupts. Selon l'Institut national de la statistique, alors qu'en 1996 le pourcentage d'étrangers régularisés dans les municipalités espagnoles était de 1,71 %, au début 2004 ce chiffre atteignait les 7 % de résidents. La rapidité de ce changement démographique a engendré une situation où les propositions ethnocentriques et anti-multiculturelles de la droite radicale auraient pu apparaître beaucoup plus attirantes.

En somme, tant sur le plan socio-économique que sur celui des flux migratoires la société espagnole s'est progressivement assimilée aux autres sociétés européennes. Il est possible que, eu égard à leur apparition récente, ces transformations aient produit des effets limités sur la formation de revendications correspondant au champ de la nouvelle droite radicale. Malgré ce, tandis que dans le domaine socio-économique et démographique le cas espagnol occupe une position limite, le succès politique et électoral de la droite radicale a été pratiquement inexistant au cours des dernières décennies. Ce déséquilibre entre des restrictions démographiques et socio-économiques modérées et des résultats politiques insignifiants oblige à considérer les facteurs politiques et institutionnels ayant eu une incidence sur la faiblesse de la droite radicale en Espagne. Tel est précisément l'objet de cet article. Pour cela, nous examinerons en premier lieu les principales caractéristiques du contexte politique et organique de la droite radicale depuis la fin du régime franquiste jusqu'à la démocratie actuelle. En second lieu, nous analyserons la distribution des orientations citoyennes sur les questions ayant une importance particulière pour ces formations politiques et les préférences partisanes des groupes d'électeurs qui sont le plus susceptibles d'avoir des sympathies pour les partis de droite radicale. Les questions abordées ici sont de nature politico-culturelle (elles sont relatives à l'immigration et à l'autonomie des individus dans le choix de leurs modes de vie), politico-économique (relatives au rôle économique de l'État et à la redistribution) et politico-territorial (attenantes à l'organisation territoriale de l'État espagnol). Enfin, notre article montrera que les politiques du *Partido Popular* (PP) ont réussi à séduire de nombreux électeurs de droite radicale et à réduire ainsi les chances des forces de cette dernière composante en Espagne.

L'offre politique de la droite radicale en Espagne

Dans son étude sur la nouvelle droite radicale en Europe, Kitschelt (1995) indique que les récentes expériences autoritaires des pays du sud de l'Europe, ainsi que l'héritage des régimes fascistes de l'entre-deux-guerres, auraient eu des effets négatifs sur le succès politique des formations de la droite radicale. Les premières en limitant drastiquement l'attraction des options de style autoritaire, et les secondes en rendant difficile l'innovation de l'idéologie et des programmes des groupes de la droite radicale.

À notre avis, le développement de la droite radicale espagnole dans la démocratie contemporaine s'est effectivement heurté à deux types d'écueils. La crise et le dépassement du régime franquiste, d'une part, et la construction d'un système démocratique réussi tant sur le plan économique que politique, d'autre part, ont réduit drastiquement l'attraction

des options autoritaires classiques. Le fait que les options d'extrême droite consistent en grande partie à préparer et compléter une intervention militaire salvatrice, et que la dernière tentative de coup d'État, en 1981, se fût soldée par un échec retentissant, ont contribué à enterrer les stratégies classiques de l'extrême droite antidémocratique.

D'autre part, les schémas idéologiques, la rhétorique et les programmes de type fasciste ou semi-fasciste qui ont influencé les noyaux institutionnels les plus durs du régime franquiste dès son origine ont restreint la capacité d'adaptation des groupes d'extrême droite à de nouvelles demandes et échéances politiques[4]. Ainsi, l'extrême droite espagnole s'est-elle développée dans le contexte d'une tradition idéologique fasciste ou fascisante. Cette tradition exalte les vertus du régime né de la Guerre civile, ses symboles et rites, ses positions nationalistes et centralistes, son intégrisme catholique, son hostilité à l'égard de la démocratie libérale et son discours vaguement redistributeur.

Dans un contexte national marqué par la modération politique de la population et de ses principaux acteurs politiques et par un désir accru de réforme démocratique, les secteurs de la droite radicale ont présenté un projet ultra-catholique, fascisant et légitimant la dictature dans ses formes extrêmes. À ce discours se sont associés les comportements violents en bandes organisées des sympathisants de l'extrême droite, un comportement stimulé par la matrice idéologique du franquisme et qui ne pouvait même pas être contrôlé par les dirigeants soucieux d'adopter des stratégies politiques institutionnelles (Rodriguez Jiménez, 1997, pp. 452-453).

Une fois engagée la transition démocratique sous la direction du roi Juan Carlos I y du chef du gouvernement Adolfo Suárez, l'extrême droite a poursuivi simultanément les objectifs difficilement conciliables de tenter un coup d'État militaire et de construire des alternatives politiques stables avec un appui électoral massif. Durant la période où cette extrême droite franquiste atteint son apogée, c'est-à-dire entre la mort de Franco et la tentative manquée de coup d'État en 1981, la seconde stratégie est restée subordonnée à la première. Avec l'échec du coup d'État, le support politique de l'extrême droite devait s'effondrer tant sur les plans de la stratégie, de la politique et de l'organisation[5]. Dès lors, les résultats électoraux sont demeurés insignifiants, inférieurs à 1 % des suffrages exprimés dans les différentes élections générales célébrées jusqu'à nos jours.

À cette fragilité électorale s'est ajoutée une permanente atomisation des idéologies et organisations. Nous avons rendu compte plus haut du rapport originel de l'extrême droite espagnole à un corpus d'idées politiques liées au franquisme (intégrisme catholique, nationalisme espagnol, anti-libéralisme, autoritarisme, etc.) et éloignées des programmes de la nouvelle droite radicale européenne. Mais derrière cette relation, à laquelle n'échappent que quelques tentatives de rénovation que nous aborderons plus loin, s'est cachée une grande hétérogénéité des idéologies et des organisations. Ainsi, à partir de groupes et associations phalangistes qui agissaient déjà sous le franquisme, sont apparus à l'époque démocratique divers partis qui ont récupéré le nom historique de *Falange* et qui ont exprimé différentes versions de l'idéologie fasciste (les unes plus sociales et rhétoriquement révolutionnaires, les autres plus pro-franquistes et institutionnelles) : *Falange Independiente*, *Falange Auténtica*, *Falange Española y de las JONS* (*Junta de Ofensiva Nacional Sindicalista*) etc. À l'atomisation du mouvement phalangiste s'ajoutera l'implosion et la décomposition du traditionalisme

carliste, resté diffus au sein de diverses organisations de ce type (dont la plus importante, la *Comunión Tradicionalista*). Plus marginalement, se sont formés des groupes et associations liés à la version national-socialiste du fascisme (comme, par exemple, le CEDADE, *Círculo Español de Amigos de Europa*). La version la plus fidèle au corpus idéologique du franquisme sera représentée initialement par *Fuerza Nueva* (FN). Cette organisation politique créée autour de Blas Piñar, qui prônait la continuité avec l'intégrisme catholique, le conservatisme radical et le refus de la démocratie libérale.

Parallèlement, aucun de ces groupes, pas même *Fuerza Nueva*, n'a attiré tous les secteurs les plus conservateurs de l'élite politique franquiste, qui ont trouvé leur place dans d'autres forces politiques. FN et les mouvements politiques qui en ont résulté ont constitué bien souvent les organisations les plus remarquées au sein du camp de l'extrême droite mais, et le fait a son importance, celles-ci n'ont jamais été capables de réunir autour d'elles tous les groupes ni d'homogénéiser l'espace électoral et l'organisation de la droite radicale[6].

L'atomisation organique et l'hétérogénéité idéologique sont devenues un trait permanent du panorama de l'extrême droite en Espagne. Les stratégies d'agrégation de divers groupes ne se sont pas consolidées et ont échoué à cause des divergences idéologiques, des querelles personnelles, des rivalités internes et, en fin de compte, du désintérêt de l'électorat. Les groupuscules de la droite radicale espagnole ont souvent compté avec des *leaders* forts qui, pourtant, ont été incapables d'unifier sous leur direction les différentes familles idéologiques (contrairement au cas français, par exemple). En tout cas, aucun de ces dirigeants ne peut réellement se considérer comme un chef charismatique (pas même le leader de FN, Blas Piñar) doté du pouvoir de s'agréger de manière stable aussi bien les groupes les plus traditionnels que les plus modernistes, et de former un consensus qui dépasse le cadre restreint de sa propre organisation.

Il n'a pas manqué, cependant, d'initiatives qui, au long des années 90 et plus récemment, ont visé à se détacher des traditions idéologiques associées au franquisme ou au fascisme social-révolutionnaire. Plusieurs partis ont essayé d'adopter des positions idéologiques et programmatiques innovatrices. C'est le cas de *Democracia Nacional* (DN), de caractère xénophobe, populiste et ultranationaliste, fondé en 1995, et d'*Alternativa Española* (AES), au profil plus intégriste et conservateur, créé en 2003 (Casals, 2000; Rodríguez Jiménez, 2004). Ces nouvelles organisations ont tenté d'associer leurs propositions à celles des partis à succès de la nouvelle droite radicale européenne tels que le Front national et le FPÖ autrichien. Elles présentent dans leurs déclarations politiques un discours qui, entre autres choses, évite de se rattacher au passé franquiste et à l'idéologie phalangiste, défend une politique de rétablissement de l'ordre et de l'autorité, promeut le nationalisme espagnol et le refus des revendications nationalistes basques et catalanes, refuse l'influence des institutions internationales (en particulier l'Union européenne) et aspire à freiner le processus migratoire. Ces formations maintiennent aussi – à différents degrés – un discours clairement intégriste dans le domaine moral, défendant la tradition catholique espagnole et la famille; et finalement, un discours économique qui s'éloigne de la défense du libéralisme et du marché, et qui se rapproche des positions conservatrices sociales, paternalistes ou corporatives.

Le fait qu'aucune de ces options n'ait obtenu de victoire électorale a rendu impossible un processus de coordination sous une étiquette partisane et une direction politique uniques

(Kitschelt, 1995)[7]. Au contraire, c'est la concurrence entre diverses formations politiques de taille et d'importance réduites qui a caractérisé cet espace politique. De telles difficultés de coordination d'une part, d'élaboration d'une alternative idéologique et programmatique d'autre part, ont été aggravées par deux autres facteurs : en premier lieu, les éléments anti-proportionnels du système électoral espagnol, en second lieu les caractéristiques du *Partido Popular* (PP) et des politiques qu'il a appliquées. L'importance de ce second aspect est si nette qu'elle requiert un traitement différencié que nous présenterons à la fin, une fois que nous aurons déterminé, dans la seconde partie de cet article, de quelle façon se distribuent et s'orientent les préférences politiques des électeurs espagnols.

Même si son importance dans l'explication du succès de la nouvelle droite radicale a été pertinemment mise en question (voir Kitschelt, 1995 ou Carter, 2002 & 2005 pour une appréhension sceptique de ses effets), il est clair que le système électoral peut faciliter ou entraver la formation et le succès de nouveaux partis de droite radicale. Dans le cas espagnol, bien qu'il ne s'impose pas comme un facteur crucial, le système électoral a rendu difficile la consolidation des forces de droite radicale. On sait que le système électoral espagnol est de nature proportionnelle. Néanmoins, certaines de ses composantes (en particulier le nombre élevé de districts électoraux de petite taille) expliquent que ses résultats ne soient pas très différents de ceux des systèmes majoritaires : ses effets ne sont pas proportionnels et incitent au vote stratégique et à la concentration de l'expression sur quelques (le plus souvent deux) forces politiques. Le système électoral favorise et surreprésente les deux grands partis de dimension nationale (en particulier le parti vainqueur) et lèse les petits partis dont le soutien électoral est réduit dès lors qu'il se distribue à travers tout le pays. Ce cadre électoral crée un système bi-partiste dans un bon nombre de circonscriptions (celles de petite taille) et réduit les opportunités de représentation d'un troisième parti d'envergure nationale aux circonscriptions de plus grande taille (là où le système électoral agit comme un système proportionnel). Un tel système a rendu difficile l'apparition et la consolidation de nouveaux partis de dimension nationale. Étant donné les faibles pourcentages de voix obtenues par l'extrême droite dans ses meilleurs moments, le système espagnol réduirait le nombre de districts présentant quelques rares opportunités d'irruption électorale à une douzaine de provinces. Si l'on prend en compte les autres circonstances politiques et électorales de ces circonscriptions, seul le district de Madrid présente des conditions propices à l'apparition institutionnelle de ces partis. Malgré ce, le fait qu'aucune force de la droite radicale n'ait réussi à accéder aux Parlements autonomes au cours des élections régionales (qui ont un caractère nettement plus proportionnel), prouve que les effets du système électoral ne suffisent pas à expliquer la faiblesse institutionnelle de la droite radicale espagnole.

Préférences citoyennes et espace radical-droitier

Pour être complète, notre analyse doit considérer de quelle façon se distribuent les orientations citoyennes sur les thèmes potentiellement exploitables par les formations politiques de droite, et aussi examiner de quelle façon les individus ayant des affinités avec la droite radicale orientent leurs préférences de vote. Notre exploration du panel des préférences citoyennes a pour objectif, en premier lieu, d'identifier les groupes d'électeurs qui pour-

raient former le noyau des forces politiques de la nouvelle droite radicale. En second lieu, il s'agit de déterminer quelles sont les préférences de vote des individus identifiés comme sympathisants potentiels des forces de droite radicale. Ces analyses sont fondées sur l'Enquête sociale européenne (*European Social Survey*) de 2002 et sur une enquête réalisée la même année pour le *Centro de Investigaciones Sociológicas* (étude n° 2455). À ces fins, nous nous sommes centrés sur les préférences et attitudes des citoyens dans les domaines économique, culturel et politico-territorial, laissant de côté le problème des positions des électeurs sur le spectre droite-gauche. Ce choix découle de la possible réticence des électeurs (et des partis) de la nouvelle droite radicale à considérer leurs positions comme d'extrême droite. Dans la mesure où la droite radicale est (ou prétend être) un élément d'innovation dans le contexte politique et idéologique, il est impossible d'affirmer que sa position sur le spectre droite-gauche soit simplement extrémiste. En fait, on sait bien que les électeurs des formations de droite radicale ne se situent pas nécessairement à l'extrême du spectre. Par exemple, pour nous limiter au cas français, suivant les données de l'enquête sociale européenne (*European Social Survey*) de 2002, alors que la position moyenne des électeurs de l'UMP sur l'axe droite-gauche était de 7,18, la position des électeurs du Front national était de 6,32. De même, la déviation typique des électeurs de ce parti sur cette dimension était beaucoup plus forte que celle des électeurs de l'UMP (2,55 pour les premiers, 1,65 pour les seconds). Ce dernier point est un indicateur de l'hétérogénéité idéologique des électeurs du parti de droite radicale. Pour ces raisons, il peut être beaucoup plus pertinent d'examiner un panel de préférences concrètes (économiques, culturelles et politiques) qui, à la lumière de la littérature comparative, sont davantage susceptibles d'être accaparées par les partis de droite radicale.

Ayant limité l'analyse à des questions de type politico-culturel et politico-économique, nous focalisons donc notre intérêt sur l'identification des personnes interrogées qui manifestent une éthique traditionaliste et exclusive et/ou des préférences économiques « néolibérales ». Nous présupposons que les partis de la nouvelle droite radicale adoptent des positions extrêmes sur au moins une de ces deux dimensions. Selon la combinaison « idéal-typique » présentée par Kitschelt (1995), les sympathisants de la nouvelle droite radicale adopteraient des positions extrêmes dans chaque dimension.

Notre analyse des orientations culturelles considère les préférences des électeurs par rapport à la régulation de l'immigration, d'une part, et aux droits des *gays* et lesbiennes, d'autre part. Par ailleurs, l'examen des préférences économiques prend en compte les orientations des électeurs concernant le rôle redistributif de l'État et les syndicats. Les deux premières questions visent à déterminer à quel degré les personnes interrogées maintiennent une ligne culturellement exclusive et moralement traditionnelle. Les deux secondes permettent d'établir jusqu'à quel point les citoyens s'accordent à des perspectives économiques de genre « néo-libéral »[8].

Pour repérer les électeurs extrémistes dans ces deux dimensions, nous avons agrégé les valeurs des réponses aux questions économiques, d'une part, et culturelles, d'autre part. Ensuite, nous avons distingué ceux dont les valeurs dans l'une ou dans les deux variables constituées, culturelle et économique, marquent une déviation typique de la moyenne nationale. Les personnes interrogées manifestant des positions extrêmes dans une dimen-

sion ou dans les deux forment les noyaux d'électeurs autour desquels pourraient s'articuler les alternatives de la nouvelle droite radicale[9]. Soit avec un parti qui aurait rassemblé les revendications radicales dans les deux dimensions, dans la ligne de caractérisation de la nouvelle droite radicale proposée par Kitschelt (1995). Soit un parti qui, étant donné l'hétérogénéité sociale et économique de l'électorat traditionaliste, aurait évité d'adopter des positions néolibérales extrêmes en terme de gouvernance et de régulation économique. Soit, enfin, un parti qui aurait rassemblé avant tout les revendications économiques de type néolibéral et anti-redistributif. Considérant aussi bien les contributions empiriques récentes que les analyses consacrées aux électeurs d'autres formations de la droite radicale, il semble que la caractéristique la plus distinctive des partis de cette tendance résiderait dans ses orientations politico-culturelle. Kitschelt (2004) lui-même suggère qu'à l'heure actuelle, le cas de figure le plus probable est un regroupement des forces de la nouvelle droite radicale autour des seuls thèmes culturels et identitaires. Quoi qu'il en soit, notre analyse est purement exploratoire ; elle considère différentes possibilités empiriques d'articulation de positions au sein des partis de la droite radicale et n'exclut a priori aucune de ces modalités possibles.

Nous avons vu plus haut un premier modèle d'articulation de l'idéologie d'un parti de droite radicale, celui qui combine les deux variables suivantes : une position culturellement exclusive et économiquement anti-redistributive. D'après cette classification, seul un petit groupe de personnes interrogées (2,9 % précisément) se situerait dans l'espace politique de la nouvelle droite radicale. On remarquera que les individus qui dévient de la moyenne nationale dans une direction opposée (libertaire et redistributrice) constituent 7,1 % des personnes interrogées. Ce qui signifie que l'espace politique potentiel de la gauche libertaire semble beaucoup plus occupé que celui des partisans des positions traditionalistes et néolibérales.

La taille réduite du groupe de votants de droite radicale est d'autant plus frappante lorsqu'on la compare à la densité de l'espace occupé par les électeurs libertaires de gauche. À la différence de ce qui s'est passé à l'autre extrémité de l'espace politique où, signe d'un héritage marxiste, le culturel est indissociable de l'économique, aucune force politique de droite n'a accordé une posture traditionaliste et ethnocentrique avec un programme néolibéral. Aucun parti, par conséquent, n'a proposé de modèle qui permette de simplifier et de rendre cohérentes les options idéologiques et programmatiques de la droite radicale. De ce fait, le paysage idéologique du radicalisme de droite est resté hétérogène et destructuré, exposé aux messages épars de petits groupes et leaderships personnalisés, souvent éphémères, qui ont cherché le succès électoral et politique avec des programmes très variés (néophalangisme, ultra-nationalisme, intégrisme religieux, populisme, etc.). En même temps, comme on l'a remarqué plus haut, les héritages politiques et idéologiques du franquisme et du phalangisme, avec leurs inclinaisons corporatives et rhétoriques révolutionnaires, auraient limité la possibilité de formuler des propositions politiques qui soient à la fois culturellement exclusives-traditionalistes et économiquement néolibérales.

Si nous considérons les personnes interrogées dont les positions sont extrêmes en termes culturels (droits des gays et lesbiennes et attitude devant l'immigration), la proportion des traditionalistes atteindrait les 12 %, tandis que celle des néo-libéraux serait de 15,2 %. Inversément, 19,8 % des personnes interrogées adopteraient des positions culturelles de

type libertaire. Ces chiffres indiquent que le pourcentage des citoyens ayant des positions d'extrême droite dans les deux dimensions est très réduit. Cependant, le nombre d'électeurs manifestant des positions culturelles traditionalistes et hostiles à l'immigration est assez important.

Si nous prêtons maintenant attention aux préférences partisanes de ces groupes de citoyens (voir tableau 1), nous remarquons qu'une immense majorité de ceux qui sont d'extrême droite d'un point de vue économique et culturel (« Droite Radicale », voir tableau) vote pour le Parti Populaire. Ainsi, dans ce petit groupe 93 % des personnes interrogées disent avoir voté pour le PP lors des précédentes élections. Dans les groupes plus nombreux de votants aux orientations culturelles de droite (Traditionalistes Culturels ou Néo-libéraux sur le tableau), une grande majorité vote pour le PP (respectivement 62,2 et 60,3 %). La comparaison avec les catégories symétriquement opposées de Gauchistes Libertaires, Libertaires Culturels et partisans de la redistribution (PR sur le tableau) révèle que la capacité d'attraction du PP parmi ses groupes d'affins électoraux est bien supérieure à celle du PSOE parmi ceux qui lui sont proches, même si elle reste inférieure à la somme des électeurs du PSOE et d'*Izquierda Unida* (IU) qui se rattachent aux groupes de libertaires culturels et partisans de la redistribution (colonnes V et VI).

Pour boucler cet examen des orientations de la droite radicale et leur enracinement relatif dans la société espagnole, il reste à considérer un autre facteur fondamental de conflit et de compétition : il concerne la structuration politico-territoriale de l'État et l'intégration des nationalités et régions. En plus de déterminer l'évolution des régimes politiques espagnols (depuis la dictature de Primo de Rivera jusqu'à la démocratie établie en 1978 en passant par la Seconde République et le franquisme), ces conflits ont fait apparaître des lignes de fracture. En particulier, les forces de droite et d'extrême droite de dimension nationale ont tendu à adopter des positions hostiles à l'égard des mouvements nationalistes périphériques, et ont été pour le moins rétives à la transformation de l'État espagnol dans un sens fédéraliste. L'opposition aux autonomies régionales et à l'idée de

Tableau 1. Distribution des suffrages en fonction de quelques catégories d'électeurs (pourcentages par colonne).

	I DR (2.9 %)	II TC (12 %)	III NL (15.2 %)	IV IL (7.1 %)	V LC (19.8 %)	VI PR (20.6 %)	TOTAL VOTANTS
Parti Populaire	92.6	62.2	60.3	13.0	16.9	10.9	39.7
PSOE	7.4	26.9	19.9	49.4	48.6	28.0	39.3
Isquierda Unida	0	1.7	2.1	18.2	14.2	38.8	5.3

Abréviations utilisées :

DR : Droite Radicale
TA : Traditionalistes Culturels
NL : Néo-Libéraux
GL : Gauchistes Libertaires
LC : Libertaires Culturels
PR : Pro-Redistribution

Entre parenthèses figure le pourcentage des personnes interrogées appartenant à chacun de ces groupes.

désagrégation de l'Espagne fut l'un des chevaux de bataille de l'extrême droite au cours de la Seconde République ; elle constitua l'une des caractéristiques les plus importantes du régime franquiste et marqua les positions des groupes d'extrême droite (et de certains secteurs d'*Alianza Popular*, le parti d'où provient l'actuel PP) au cours de la période de transition vers la démocratie. En outre, à la dernière époque du gouvernement de José María Aznar, le PP ne cessa de durcir sa position agressive face aux revendications des nationalistes basques et catalans. L'enchevêtrement politique et symbolique des problèmes inhérents à ces conflits (la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de l'Espagne, l'autodétermination des nationalités et régions etc.) a souvent exacerbé l'intensité de ces affrontements. Sur ce terrain, à la fois politique et culturel, dans le camp de droite se sont fréquemment entrelacées les identités espagnoles exclusives, les préférences politiques centralistes et les attitudes autoritaires face aux nationalismes périphériques.

L'Enquête sociale européenne ne permet pas d'examiner les préférences des citoyens espagnols sur ces problèmes, ce qui nous oblige à utiliser une enquête du *Centro de Investigaciones Sociológicas* (CIS), l'organisme national de mesure de l'opinion publique, pour aborder cette analyse. Concrètement, dans l'étude n° 2455 du CIS, réalisée en 2002, il y a une question sur le type d'articulation territoriale le plus souhaitable pour l'État espagnol. L'une des réponses possibles (la préférence pour un État sans autonomies régionales et avec un gouvernement central unique) permet d'identifier les votants aux opinions centralistes les plus marquées. Ce groupe de votants partage une caractéristique supplémentaire qui le rapproche des groupes de la droite radicale : son opposition aux règlements constitutionnels en vigueur et sa préférence pour un système notablement différent de celui créé par la constitution démocratique de 1978. Dans l'enquête analysée, ce groupe atteignait les 9,2 % des personnes interrogées (pour un total de 10 474 cas), soit une proportion très importante, surtout si l'on considère qu'aucune force politique ne propose l'élimination des autonomies de l'État et le retour à un gouvernement unitaire.

Si nous restreignons l'analyse au sous-groupe de ces votants situés dans l'espace du centre-droit et de la droite (de 6 à 10 sur une échelle de 1 à 10), nous pouvons avoir une idée plus claire de la façon dont s'orientent les préférences électorales de ce secteur social. Comme on le voit sur le tableau 2, il est très clair que le PP obtient un appui massif au sein de ce groupe de votants (81,4 % des personnes interrogées de centre-droit et centre qui disent préférer un système de gouvernement sans autonomies manifestent leur intention de voter pour ce parti). Significativement, cet appui est plus solide encore que celui dont dispose le PP parmi les partisans du statu quo des autonomies.

En fin de compte, l'enracinement du PP parmi les électeurs centralistes de droite et du centre-droit est très solide. On ne repère d'ailleurs aucun groupe important d'électeurs de cette appartenance qui, déçus par les politiques du PP dans le domaine des équilibres administratifs centre-périphérie, aient décidé de s'abstenir ou de voter blanc. Ceci peut indiquer que les positions du PP en la matière sont très favorablement reçues par les électeurs les plus centralistes, ce qui limite les possibilités d'émergence d'un parti de droite radicale qui prendrait ce thème pour cheval de bataille.

Tableau 2. Distribution des préférences en terme de structure politico-territoriale pour l'Espagne

Un État avec	un gouvernement central sans autonomie	des Communautés Autonomes comme maintenant	des Communautés Autonomes très autonomes	des Communautés Autonomes pouvant être indépendantes	N.S.	N.C.
PP	81,4 %	73,8 %	56,3 %	27,3 %	69,3 %	50,0 %
PSOE	3,2	3,8	9,8	10,9	1,1	16,7
IU	0, 0	0, 1	0, 2	0, 0	0, 0	0, 0
Votaría en blanco	3,2	1,8	1,3	3,6	, 0	0, 0
No votaría	3,6	3,3	3,2	0, 0	1,1	0, 0
No sabe aún	7,5	11,7	12,8	10,9	17,0	0, 0
No contesta	, 7	2,7	3,0	5,5	9,1	33,3
N	279	1182	469	55	88	6

Les options stratégiques du Parti Populaire et l'espace de la droite radicale en Espagne

Il découle des pages antérieures que l'on ne peut comprendre la situation et le devenir de la droite radicale espagnole si l'on fait abstraction des stratégies politiques et électorales du PP, un parti qui monopolise quasiment le vote des secteurs proches de cette position extrémiste. Dans la littérature comparative consacrée au succès des partis de droite radicale on a souligné de différentes manières l'influence décisive des positions adoptées par les partis de droite classique. Dans cette ligne d'analyse, Kitschelt (1995) a remarqué que, une fois établies les conditions socio-économiques nécessaires à l'apparition d'une revendication de type radical-droitier, l'irruption de partis de cette nature impliquerait un rapprochement des positions idéologiques et programmatiques des partis socialistes et conservateurs ou démocrates chrétiens. Cependant, l'expérience récente laisse à penser qu'il n'existe pas de relation claire entre la distance idéologique qui sépare les différents partis et le succès de la nouvelle droite radicale (Norris, 2005, pp. 194-195). De son côté, Ignazi (2002) a soutenu l'hypothèse selon laquelle la dépolarisation serait importante lorsqu'elle suit une période préalable de radicalisation des partis conservateurs et démocrates chrétiens eux-mêmes. Une fois que ces partis reprennent des positions plus centristes, la droite radicale profite des courants extrémistes que les partis centristes n'ont contribué à susciter que pour en décevoir les partisans par la suite. Enfin, Meguid (2005) a montré que le type de stratégies adoptées par les grands partis modérés envers les thèmes mis en avant par les petits partis (parmi lesquels les partis de droite radicale) conditionnerait les perspectives de succès de ces derniers. En général, les stratégies « dépréciatives » (*dismissive*) et « de combat » participeraient à la montée des forces de droite radicale, tandis que les stratégies d'accommodement restreindraient leur espace politique et électoral.

Même si les arguments de ces auteurs sont assez contrastés, dans le cas espagnol aucune de ces circonstances politiques n'ont été propices à l'essor des forces de droite radicale. S'il est vrai

que le PP se déplaça vers le centre-droit avant sa victoire aux élections générales de 1996, suivant une stratégie manifestement électorale (Balfour, 2005), les huit années de présidence de José María Aznar se caractérisèrent par des mouvements très nets vers la droite sur divers aspects de l'idéologie et des programmes, en particulier après la victoire absolue du PP aux élections de 2000.

Bien que les positions idéologiques moyennes de leurs électeurs ne nous informent pas avec précision sur le programme des partis, l'importance de la distance idéologique entre les électeurs du PP et ceux du PSOE au cours du second mandat d'Aznar nous paraît révélatrice. Par exemple, selon les données de l'Enquête sociale européenne (2002), cette distance était de 3,2 points, soit un chiffre assez élevé en termes comparatifs: supérieure à celle qui séparait à la même époque les électeurs du PSD et du PS portugais (2,82 points), ceux du CDU et du SPD allemands (1,69), du SPÖ et du ÖVP autrichiens (1,41). Elle était moindre que celle qui séparait l'UMP et le PS en France (4,07), mais supérieure à celle qui séparait le PS et l'UDF (3,08). Enfin, elle était également moins importante que celle qui, en Italie, séparait les électeurs de la Casa delle Libertà et les Démocrates de gauche (3,72) mais plus grande que celle qui séparait la Casa delle Libertà et la Margherita (2,61).

Pendant les années où le PP était au pouvoir, les politiques appliquées restreignirent de manière considérable les possibilités des partis de la droite radicale. En particulier entre 2000 et 2004, grâce à l'obtention de la majorité absolue au Parlement, les politiques du PP, malgré l'absence d'une concurrence de droite radicale, équivalaient à peu de chose près aux stratégies d'accommodement décrites par Meguid (2005). Au cours de cette période le PP entreprit une politique beaucoup plus restrictive dans le domaine de la politique migratoire, jusqu'à réformer au parlement, fin 2000, une loi qui avait été pourtant votée à peine quelques mois avant, alors que le parti de centre-droit ne disposait que d'une majorité relative. À ce durcissement législatif s'ajouta un discours associant explicitement immigration illégale et délinquance. En matière d'éducation, en 2002 le gouvernement du PP adopta, en accord avec les orientations de l'Église catholique, une réforme qui rendait obligatoire l'enseignement religieux (avec option confessionnelle pour les parents, ou option agnostique de caractère historico-culturel). Dès la période précédente (1996-2000), il avait combiné modération et pragmatisme dans certains domaines avec une approche plus conservatrice dans d'autres comme l'éducation (Balfour, 2005). Plus significative encore, son attitude à l'égard des revendications des nationalistes basques et catalans. Dans le premier cas, le gouvernement d'Aznar adopta une politique intransigeante, non seulement face à l'ETA et aux organisations proches, mais aussi face au gouvernement nationaliste de Juan José Ibarretxe. Ainsi, non seulement fut progressivement plongée dans l'illégalité la branche de gauche de l'indépendantisme, mais en outre, en 2003 fut votée une loi condamnant à des peines de prison quiconque organiserait ou participerait à un referendum qui n'aurait pas été approuvé au plan national. Le gouvernement refusa aussi catégoriquement les revendications catalanes pour un nouveau statut d'autonomie, revendications que l'on compara à celles, de nature anticonstitutionnelles, formulées par le gouvernement nationaliste basque. Sur ces différents dossiers, le PP adopta une politique beaucoup plus radicale qu'au cours de la décade précédente. Dans ces conditions, on ne peut être surpris de son habileté à recueillir les suffrages des secteurs les plus droitiers de la population espagnole.

Il ne fait pas de doute que certains facteurs structurels (tels que le degré de développement capitaliste et la dimension de l'État providence) et institutionnels (les caractéristiques du système électoral) ont eu un effet négatif sur la force de la droite radicale en Espagne (Kitschelt, 1995 ; Veuglers & Magnan, 2005). Mais il est tout aussi évident que ces facteurs ne sont pas des conditions suffisantes à l'analyse. Il faut y ajouter d'autres paramètres. En premier lieu, les formations politiques qui se sont rangées sous cette bannière ont été incapables de dépasser leur diversité idéologique et de se coordonner sous un leadership et une étiquette électorale uniques. Les courants directement liés au franquisme historique et/ou au phalangisme ont maintenu leurs programmes et leurs signes identitaires, mais en limitant drastiquement leur capacité d'adaptation aux défis politiques contemporains et aux nouvelles revendications sociales. D'autres groupuscules se voulant novateurs (telles que l'ultra-nationaliste et xénophobe *Democracia Nacional*, ou l'intégriste et conservatrice *Alternativa Española*), ont été incapables d'obtenir un premier succès électoral et de former le pôle rassembleur de la droite radicale.

Ces difficultés sont liées aux origines, aux caractéristiques et aux stratégies du principal parti de droite, le PP, anciennement AP. Constitué initialement par les secteurs conservateurs issus du franquisme, AP put apparaître comme base de référence des politiciens et électeurs de droite. L'effondrement du parti centriste UCD et l'échec des tentatives de coup d'État de l'extrême droite donnèrent à AP le monopole de l'espace conservateur et le statut d'unique alternative face au PSOE. Pour surmonter ses échecs électoraux successifs, au début des années 90 le PP mit en œuvre un processus de modération et de renouvellement thématique qui échappait sur certains points au traditionnel clivage droite-gauche (par exemple, en stigmatisant la corruption et le mauvais usage de la démocratie qui auraient été le fait du PSOE). Cet effort conduisit le PP au pouvoir en 1996, ce qui lui permit de se présenter comme un défenseur efficace de positions conservatrices assez proches de celles de la droite radicale espagnole.

Par conséquent, seule une série de changements politiques et stratégiques majeurs (tels qu'un virage vers la modération de la part des leaders du PP, ajouté à la progression d'une opinion citoyenne radicalement droitière) pourrait créer les conditions nécessaires à l'irruption de l'extrême droite sur l'échiquier politique espagnol. De surcroît, pour qu'un tel cas de figure débouche sur des succès électoraux, il faudrait que les courants de droite radicale abandonnent définitivement leurs dernières accointances franquistes et phalangistes. Il faudrait aussi qu'ils reprennent à leur compte les aspirations citoyennes (en matières culturelle, territoriale et/ou économique) qui auraient été délaissées par le PP suite à son hypothétique virage modéré. Une telle combinaison de circonstances n'est pas impossible, mais leur probabilité est limitée. Pour des raisons stratégiques évidentes, le PP évitera de s'aliéner les électeurs de droite-radicale jusqu'à les pousser à se regrouper autour d'une troisième force partisane dont la constitution, nous l'avons vu, est rendue difficile par la nature du système électoral. Dans ces conditions, les perspectives de la droite radicale espagnole sont loin de lui être favorables.

≈

Notes

1. Voir par exemple la déclaration de Vienne de novembre 2005 souscrite, entre autres, par le *Freiheitlitche Partei Österreichs* (FPO) autrichien, le Front national et la *Fiamma Tricolore* italienne. Six de ses huit points sont liés à des thèmes politico-culturels et symboliques (la défense des nations européennes, le refus de l'immigration et du multiculturalisme, la défense de la famille et la lutte contre le terrorisme). Les deux points de nature économique sont orientés par le désir de résister aux effets nocifs de la globalisation et de maintenir des systèmes de protection sociale pour les peuples européens.
2. Voir à ce propos Husbands (2002), Kitschelt (1995), Lubbers *et al.* (2002), Ignazi (2003) et Veugelers & Magnan (2005).
3. Par exemple, en 2004 en Espagne, le PIB par tête en prix courants et aux taux de change présents était de 24 400 dollars étasuniens. Cette somme atteignait 25 600 dollars dans l'ensemble de l'OCDE, 31 700 pour les Quinze et 30 600 pour la zone euro. En ce qui concerne le développement de l'État-providence, la part de dépenses sociales sur le PIB était, en 2001 en Espagne, de 19,6 %, alors qu'elle était de 22,1 % pour l'ensemble de l'OCDE et de 24 % pour les Quinze. Sources: http://www.oecd.org.
4. S'il est évident qu'une explication strictement génétique du comportement des forces de la droite radicale est insuffisante, il est également clair que différents aspects du modèle original des partis d'extrême droite ont eu une influence importante sur l'évolution future de ces organisations (Panebianco, 1988).
5. Le parti d'extrême droite espagnole qui a le mieux réussi semble être *Fuerza Nueva*, dirigé par le notaire Blas Piñar López. Bien que caractérisé par une direction intégriste et ultra-conservatrice, des secteurs importants parmi les cadres moyens et la base de ce parti, en particulier les jeunes, firent preuve de tendances para-fascistes avec leurs conduites politiques violentes. Autour de *Fuerza Nueva* se constitua une coalition d'extrême droite plus vaste qui obtint – unique succès électoral notable de cette tendance politique en Espagne – un siège aux élections nationales de 1979. Malgré ce, en 1979 cette formation politique ne réunit au niveau national que 2,1 % des voix (Davis, 1988 : 159).
6. En outre, à diverses occasions, l'extrême droite a dû aussi faire face à la concurrence de candidatures personnelles de caractère populiste, comme celles des entrepreneurs Jesús Gil et José María Ruiz Mateos. Le succès de ces partis fut limité mais il contribua sans doute à encombrer encore davantage l'espace politique de la droite radicale.
7. Aux élections de 2004, DN a obtenu 0,06 % des voix (15 180 suffrages), meilleur résultat de toute la droite radicale. *Falange Española y de las JONS* a obtenu 0,05 % et *La phalange* 0,04 %.
8. Les questions posées sont les suivantes:
   B 45 Employees need strong trade unions to protect their working conditions and wages
   B 44 The government should take measures to reduce differences in income levels
   B 46 Gay men and lesbians should be free to live their own life as they wish
   D44 If a country wants to reduce tensions it should stop immigration.
   Les réponses à ces questions vont de 1 (tout à fait d'accord) à 5 (peu d'accord). Les valeurs des variables B 46 et D 44 ont été interverties afin que les valeurs les plus hautes indiquent une plus grande inclination vers les idées de la droite radicale.
9. Nous affirmons ici par conséquent que seraient possibles (bien que non également probables) différentes combinaisons d'orientations à partir desquelles les forces de la droite radicale pourraient articuler leur message. Dans la première se combineraient les positions extrêmes tant sur les plans culturel qu'économique (suivant la ligne initialement définie par Kitschelt, 1995). Dans la seconde seraient présentes seulement les positions extrêmes en termes culturels. Et, finalement, dans la troisième on trouverait les positions extrêmes dans le seul domaine économique. Pour des raisons d'espace, dans le présent travail nous limitons l'analyse à la première possibilité.
10. Révélatrice de la charge émotionnelle que les conflits politico-territoriaux ont pu susciter, les propos tenus par un important dirigeant d'extrême droite sous la Seconde République, Joaquín Calvo-Sotelo, qui préférait que l'Espagne soit conquise par la révolution sociale plutôt que de voir son territoire désintégré.

≈

Références

Balfour S., « The reinvention of Spanish Conservatism », en S. Balfour (ed.), *The politics of contemporary Spain*, Londres, Routledge, 2005.

Carter E., « Proportional Representation and the Fortunes of Right-Wing Extremist Parties », *West European Politics*, vol. 25, n° 3, 2002.

Carter E., *The Extreme Right in Western Europe: Success or Failure?*, Manchester Manchester University Press, 2005.

Casals X., « La ultraderecha española: una presencia ausente (1975-1999) », *Historia y política*, n° 3, 2000.

Davis T. C., « The Iberian Peninsula and Greece: Retreat from the Radical Right? », *in* Betz H.-G., Immerfall S. (eds.), *The New Politics of the Right: Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, Nueva York, St. Martin's Press, 1998.

Husbands C. T., « How to Tame the Dragon, or What Goes Around Comes Around: A Critical Review of Some Major Contemporary Attempts to Account for Extreme-Right Racist Politics in Western Europe », *in* Schain M., Zolberg A., Hossay P. (eds.), *Shadows over Europe: The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, Nueva York, Palgrave Macmillan, 2002.

Ignazi P., *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

Ignazi P., « The Extreme Right: Defining the Object and Assessing the Causes », en Martin Schain, Aristide Zolbert y Patrick Hossay (eds.), *ibid.*

Kitschelt H., *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, Michigan, The University of Michigan Press, 1995.

Lubbers, M., Gijsbert M., Scheepers P., « Extreme Right-Wing Voting in Western Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 41, n° 3, 2002.

Meguid B. M., « Competition Between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success », *American Political Science Review*, vol. 99, n° 3, 2005.

Norris P., *Radical Right: Parties and electoral competition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Panebianco A., *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Rodríguez Jiménez J. L., *La extrema derecha española en el siglo XX*, Madrid, Alianza, 1997.

Rodríguez Jiménez J. L., *La extrema derecha europea*, Madrid, Alianza, 2004.

Veugelers J., Magnan A., « Conditions of Far-Right Strength in Contemporary Western Europe: An Application of Kitschelt's Theory », *European Journal of Political Research*, n° 44, 2005.

≈